



LE MARCHE DE LA TRADUCTION AU BURUNDI : ORGANISATION ET REGLEMENTATION

Enock HAVYARIMANA

Département des Langues et Cultures Africaines, Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Centre de Recherche en Langues, Cultures et Sociétés (CRELACS), Université du Burundi (Bujumbura, Burundi)

Mail : enock.havyarimana@ub.edu.bi

Reçu : 31/07/2025 ; Accepté : 23/10/2025 ; Publié : 30/10/2025

Cite As:

Havyarimana, E. (2025). *Le marché de la traduction au Burundi : Organisation et Réglementation*. Revue de l'Université du Burundi – Série : Sciences Humaines et Sociales, 22 (1), pp63-77.

Résumé

Contexte : la profession de la traduction au Burundi reçoit peu d'attention. **Objectif** : examiner l'organisation du marché de la traduction au Burundi. **Méthodologie** : une démarche quantitative a été adoptée, consistant en l'administration d'un questionnaire à 30 traducteurs indépendants et à 15 donneurs d'ouvrages via Google forms. Les données ont été téléchargées sous Microsoft Excel. L'analyse a été faite par la tabulation des fréquences qui ont été représentées par des graphiques. **Résultats** : l'analyse a mis en évidence l'absence de normes réglementaires et la prédominance des traducteurs naturels sur le marché. Ainsi, les combinaisons linguistiques les plus courantes sont le français-kirundi et le kirundi-français. De plus, le volume mensuel de traduction est estimé à 40 pages pour les traducteurs indépendants. Il a également été observé que les principaux clients de ce marché sont les ONG, les sociétés privées, les banques et les particuliers. Enfin, la tarification des services de traduction n'est pas uniforme, avec un prix par page variant de 20 000 Fbu (soit 7,14 \$) à 30000 Fbu (soit 10,71 \$). **Conclusion** : dans l'ensemble, il est clair que le marché de la traduction au Burundi souffre d'un manque d'organisation et d'un cadre légal. Dans cette perspective, l'étude recommande au gouvernement du Burundi d'établir une direction nationale de la traduction et de l'interprétation, rattachée au Ministère de la Communication, afin de superviser les services linguistiques dans le pays. Par ailleurs, il est suggéré à l'Université du Burundi de renforcer la formation en traduction et en interprétation par le biais de partenariats avec des universités africaines ou européennes spécialisées en traductologie.

Mots-clés : *Ethique de la traduction, Formation en traduction, Marché de la traduction, Politique linguistique, Services linguistiques*

THE TRANSLATION MARKET IN BURUNDI: ORGANIZATION AND REGULATION

Abstract

Background: The translation profession in Burundi receives little attention. **Objective:** The study aimed to examine the organization of the translation market in Burundi. **Methodology:** A quantitative methodology was employed, involving the administration of a questionnaire to 30 freelance translators and 15 clients via Google forms. Data have been downloaded to Microsoft Excel. Data analysis was made by tabulation of frequencies that were represented by graphs. **Results:** Results analysis revealed a lack of regulatory standards and the dominance of natural translators in the market. Consequently, the most common language combinations are French-Kirundi and Kirundi-French. Additionally, the estimated monthly translation volume for freelance translators is around 40 pages. It was also noted that the primary clients in this market include NGOs, private companies, banks, and individuals. Lastly, the pricing for translation services is inconsistent, with rates per page ranging from 20,000 Fbu (approximately 7, 14 \$) to 30,000 Fbu (approximately 10, 71 \$). **Conclusion:** The translation market in Burundi suffers from a lack of organization and regulatory instruments: In light of these findings, the study recommends that the government establish a national directorate for translation and interpretation, linked to the Ministry of Communication, to oversee language services in the country. Furthermore, it is suggested that the University of Burundi enhance its training programs in translation and interpretation through partnerships with African and European universities specializing in translation studies.

Keywords: *Translation Ethics, Translation Training, Translation Market, Language Policy, Language Services*

Introduction

Le Burundi n'échappe pas aux effets de la mondialisation. Aujourd'hui, l'importance de la traduction ne saurait être sous-estimée, car, selon Bizongwako (2019 : 1), « l'efficacité des interactions économiques, politiques et socio-culturelles entre les pays du monde entier, qui utilisent différentes langues, exige une communication de qualité ». Ainsi, la traduction s'est imposée comme une nécessité au cœur du processus d'internationalisation. Par conséquent, ce métier, dont le marché est en plein essor (Brenda, 2005 ; TAUS, 2017) offre de nombreuses opportunités aux praticiens, en raison de l'augmentation des échanges internationaux et de la nécessité de communiquer dans diverses langues. Selon Afolabi (2018 :34, cité par Volga, 2013 :79), le marché de la traduction se réfère à la structure sociale au sein de laquelle les différents acteurs interagissent pour fournir et acquérir des services de traduction, principalement dans les secteurs public et privé. Il est évident que le marché de la traduction constitue un espace, qu'il soit virtuel ou physique, où clients et prestataires de services de traduction se rencontrent pour effectuer des échanges commerciaux relatifs à la traduction de documents, de sites web, de logiciels, de vidéos et d'autres supports de communication dans différentes langues. Toutes ces activités commerciales se déroulent au Burundi.

En effet, en plus d'autres communautés internationales, le Burundi est membre de quatre organisations régionales, à savoir : la Communauté d'Afrique de l'Est (CEA), la Communauté Économique des Pays des Grands Lacs (CEPGL), la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC) et le Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA). Afin de faciliter la communication dans ce contexte d'intégration régionale, le gouvernement du Burundi a adopté, en 2014, l'anglais comme troisième langue officielle, après le kirundi et le français (Décret n° 100/078 du 22 mai 2019). C'est dans cette perspective que la traduction et l'interprétation ont pris une importance croissante pour favoriser les échanges avec le monde extérieur. Par ailleurs, l'article 5 de la Constitution post-transition, adoptée par référendum le 28 février 2005, stipule que : « la langue nationale est le kirundi. Les langues officielles sont le kirundi et les autres langues déterminées par la loi. Tous les textes législatifs

doivent avoir leur version originale en kirundi » (Décret n° 100/078 du 22 mai 2019). Dans ce contexte, il est manifeste que les besoins et les opportunités en matière de traduction constituent une réalité tangible au Burundi.

Les besoins du marché de services linguistiques ne se remarquent seulement au Burundi. Dans son étude exploratoire sur l'état des lieux, les défis et les perspectives du marché de la traduction au Tchad, Pabame (2017) met en évidence que la majorité des traducteurs exerçant au Tchad sont relativement matures, avec 92,31 % d'entre eux âgés de 30 à 65 ans, et possèdent également une longue expérience, puisque 46 % ont entre 5 et 15 ans de service. Par ailleurs, ces professionnels affichent un niveau d'études moyen, la plupart étant titulaires d'une licence, tandis que 46,15 % détiennent un master. De plus, le chercheur révèle que les principaux employeurs sur ce marché sont des institutions publiques et privées, des ONG ainsi que des organisations internationales. Les textes à traduire sont de nature variée, comprenant des rapports, des documents économiques, politiques, scientifiques, publicitaires, médicaux et de presse. Ces travaux s'effectuent dans sept principales combinaisons linguistiques, les plus significatives étant l'anglais-français et vice versa, suivies du français-arabe et de l'arabe-français, puis de l'arabe-anglais et de l'anglais-arabe, et enfin de l'espagnol-français.

L'étude menée par Mbodji (2016) aborde la question de l'organisation du marché de la traduction au Sénégal, avec pour objectif l'exploration de ce marché. Les résultats mettent en lumière l'existence de véritables acteurs capables de dynamiser le marché de la traduction en créant un environnement favorable. Ils confirment également que l'ouverture d'un programme de traduction et d'interprétation à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis favorise la formation de traducteurs et contribuera, à long terme, à l'augmentation du nombre de traducteurs qualifiés sur le marché. L'étude souligne par ailleurs que les combinaisons linguistiques évoluent progressivement des langues étrangères vers les langues indigènes. Cependant, selon Mbodji (2016), plusieurs défis subsistent concernant le marché de la traduction au Sénégal. Parmi ces défis figurent le manque de reconnaissance officielle, la qualité de la formation, une rémunération insuffisante, le manque de collaboration et l'utilisation limitée des technologies.

Gumus (2013) affirme qu'en Turquie, le marché de la traduction n'emploie pas uniquement les diplômés des départements de formation des traducteurs. Ce marché est également accessible aux diplômés des départements d'enseignement des langues étrangères, de linguistique, ainsi que des langues et littératures étrangères, et, dans certains cas, à toute personne maîtrisant une langue étrangère. Le chercheur soutient que les traducteurs doivent se tourner vers un notaire public afin de devenir traducteurs assermentés et fournir la preuve de leur maîtrise de la combinaison linguistique pour laquelle ils postulent. Gumus (2013) indique également que les associations de traducteurs ont une histoire relativement récente en Turquie, à l'exception de l'association des interprètes de conférence, fondée il y a plus de 40 ans. Depuis l'an 2000, plusieurs associations ont été créées dans le but d'améliorer les normes professionnelles de la traduction et de rehausser le statut des traducteurs. En outre, les résultats de cette étude révèlent que le travail en tant que freelance constitue une activité professionnelle significative sur le marché de la traduction. Le chercheur a constaté qu'après l'obtention de leur diplôme, les traducteurs sont le plus souvent amenés à exercer en tant que freelances.

Gouanvic (2010) a mené une étude sur le marché de la traduction en France. Selon le chercheur, le marché français englobe divers acteurs tels que les agences de traduction, les traducteurs indépendants et les plateformes de traduction en ligne, parmi d'autres. Les études révèlent que la valeur du marché de la traduction en France s'élevait à 2,1 milliards d'euros en 2018, enregistrant une augmentation de 4,8 % par rapport à l'année précédente. Les principaux secteurs demandeurs de services de traduction comprennent les entreprises multinationales, les

organismes gouvernementaux, les organisations non gouvernementales, les médias, l'édition ainsi que l'industrie du tourisme. En ce qui concerne la tarification, les tarifs de traduction en France dépendent généralement de plusieurs facteurs tels que le type de document, le niveau de difficulté, la combinaison linguistique, le délai de livraison et l'expérience du traducteur. Ainsi, les tarifs peuvent varier de 0,10 € à 0,30 € par mot pour les traductions de base, et atteindre 0,50 € à 1 € ou plus par mot pour les traductions de haute qualité et les services spécialisés. Les études soulignent également que les tarifs de traduction en France peuvent varier considérablement d'un prestataire à l'autre, en fonction de leur niveau d'expertise, de leur réputation et de leur localisation géographique.

Les littératures analysées démontrent clairement que l'organisation du marché de la traduction varie d'un pays à l'autre en fonction de facteurs tels que le contexte linguistique et l'évolution du secteur (Massardo, 2017). En ce qui concerne le Burundi, la loi portant sur le statut des langues, adoptée en 2014, confère le statut de langue officielle au kirundi, au français et à l'anglais. En d'autres termes, le Burundi compte actuellement trois langues officielles : le kirundi, le français et l'anglais. Le kiswahili, quant à lui, bénéficie du statut de langue de communication régionale. La même loi stipule que le kirundi, le français et l'anglais sont des langues d'enseignement, tandis que le kiswahili est considéré comme une langue enseignée. Cela pourrait expliquer pourquoi la profession de traduction fait l'objet de peu de recherches au Burundi. Selon Nkurunziza (2021 : 42), « la traduction professionnelle au Burundi est peu prise en compte ». En réalité, le marché semble ne pas être réglementé. De surcroît, le rôle du gouvernement dans l'amélioration de cette profession, qu'elle soit exercée en présentiel ou en ligne, reste flou. Il est donc essentiel de mener une étude approfondie visant à évaluer la situation de ce marché afin d'envisager des stratégies pour son optimisation. Cette étude a pour objectif de présenter l'état des lieux du marché de la traduction au Burundi en mettant l'accent sur son organisation, tout en examinant les principaux acteurs, les combinaisons linguistiques, le cadre légal, la facturation, l'utilisation des outils d'aide à la traduction (TAO), la typologie des textes traduits ainsi que le volume de traduction mensuel. Ce sujet a été choisi car, bien que le marché de la traduction soit réel dans le pays, peu d'études ont été réalisées à ce sujet jusqu'à présent. Cette étude fournira donc la première cartographie systématique du marché de la traduction au Burundi, identifie les lacunes institutionnelles et propose des mesures concrètes pour professionnaliser le secteur, améliorer l'accès aux services linguistiques et guider l'élaboration d'un cadre réglementaire national. Ses résultats bénéficieront aux traducteurs, aux institutions publiques, aux acteurs privés et aux citoyens, en contribuant à la qualité de la communication publique, à l'accès à la justice ainsi qu'aux services sociaux et à la promotion des langues nationales.

Méthodologie

L'étude vise à présenter un état des lieux du marché de la traduction au Burundi sous les angles organisationnel et réglementaire. Afin d'obtenir les données nécessaires pour atteindre cet objectif, nous avons recouru à une méthode quantitative, dans laquelle les répondants étaient invités à cocher la réponse appropriée selon leur point de vue. Nous avons donc utilisé un questionnaire comme outil de collecte de données. Cette recherche a été menée au Burundi, en se concentrant spécifiquement sur le marché local. Concernant la population étudiée, nous avons opté pour des méthodes d'échantillonnage non aléatoires, consistant à sélectionner les individus de la population cible selon des critères subjectifs. Dans ce cadre, nous avons choisi l'échantillonnage raisonné et l'échantillonnage en boule de neige. Ainsi, nous avons constitué un échantillon de trente (30) traducteurs indépendants et quinze (15) donneurs d'ouvrages, à qui nous avons administré les différents questionnaires. Il convient de souligner que les questionnaires ont été créés sur Google Forms, permettant aux répondants d'y accéder

et de les remplir à leur convenance. Cet outil nous a également permis d'analyser les données de manière statistique et de générer des diagrammes. Les questionnaires ont été diffusés en ligne via des canaux de communication tels que WhatsApp et l'e-mail. Concernant la validité, nous avons effectué des vérifications de la validité du contenu.

Résultats

L'objectif de la présente étude était de présenter un état des lieux du marché de la traduction au Burundi, en mettant un accent particulier sur son organisation et réglementation. Pour répondre à cette problématique, deux enquêtes distinctes ont été menées : l'une auprès des traducteurs indépendants et l'autre auprès des donneurs d'ouvrages. Dans cette section, nous procéderons à l'analyse des données recueillies auprès des deux groupes de répondants. L'analyse a été réalisée de manière automatique à l'aide de Google Forms.

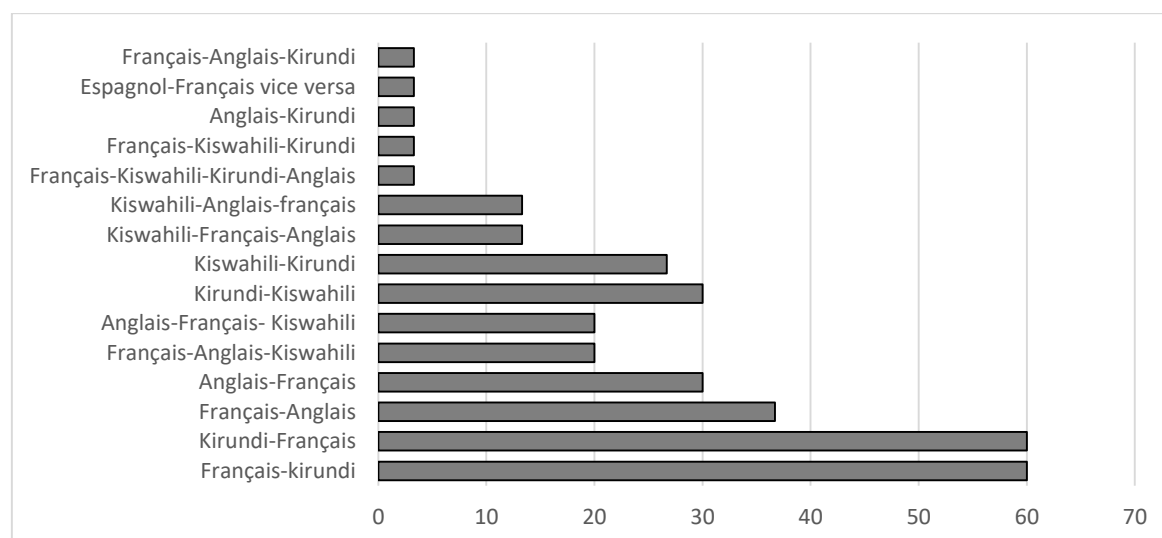
1. Données recueillies auprès de traducteurs indépendants

Nous entreprenons ici l'analyse des données recueillies auprès de traducteurs indépendants. Ces données portent sur les combinaisons linguistiques, la facturation, l'existence d'un cadre légal, l'utilisation des outils d'aide à la traduction (TAO), ainsi que sur le volume mensuel de traduction.

1.1. Combinaisons linguistiques

L'étude a recensé les combinaisons linguistiques les plus demandées sur le marché de la traduction au Burundi. Après l'analyse des données, il ressort que la combinaison français-kirundi représente 60 % des demandes selon les répondants, tout comme la combinaison kirundi-français. Par ailleurs, une demande significative est observée pour les combinaisons français-anglais (36,7 %) et anglais-français (30 %). Les combinaisons intégrant le kiswahili sont également présentes, avec une demande de 20 % pour les combinaisons français-anglais-kiswahili et anglais-français-kiswahili. Les combinaisons kirundi-kiswahili (30 %) et kiswahili-kirundi (26,7 %) sont également sollicitées. De plus, les combinaisons impliquant l'espagnol et le français, ainsi que l'anglais, représentent chacune 3,3 % des demandes. Enfin, la combinaison français-anglais-kirundi est également présente à hauteur de 3,3 %. Ces résultats mettent en lumière la prédominance des combinaisons linguistiques français-kirundi et kirundi-français sur le marché de la traduction au Burundi, suivies de près par le français-anglais et le kirundi-kiswahili.

Figure 1 : Combinaisons linguistiques sollicitées au marché de la traduction au Burundi

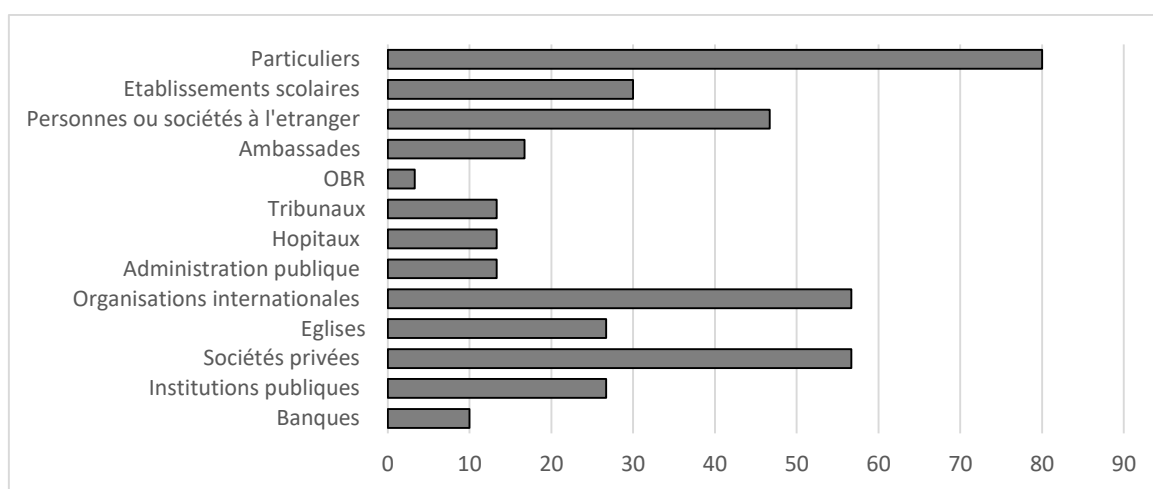


Source : Auteur, à partir des données collectées auprès des traducteurs indépendants

1.2. Clients de services de traduction

L'analyse des données collectées auprès des répondants résulte à une typologie des clients sollicitant les services de traduction au Burundi. Les répondants ont été invités à indiquer leurs clients, qui ont été répertoriés comme suit, avec leur fréquence en pourcentage : les banques représentent 10 %, les institutions publiques 26,7 %, les sociétés privées 56,7 %, les églises 26,7 %, les organisations internationales 56,7 %, l'administration publique 13,3 %, les hôpitaux 13,3 %, les tribunaux 13,3 %, l'OBR 3,3 %, les ambassades 16,7 %, les personnes ou sociétés à l'étranger 46,7 %, les établissements scolaires 30 %, les particuliers 80 %, et d'autres sources 3,3 %. En analysant la fréquence moyenne de ces clients sur le marché, il apparaît clairement que les principaux clients dans le domaine de la traduction au Burundi sont les particuliers, les organismes internationaux et les sociétés privées.

Figure 2 : Clients de services de traduction

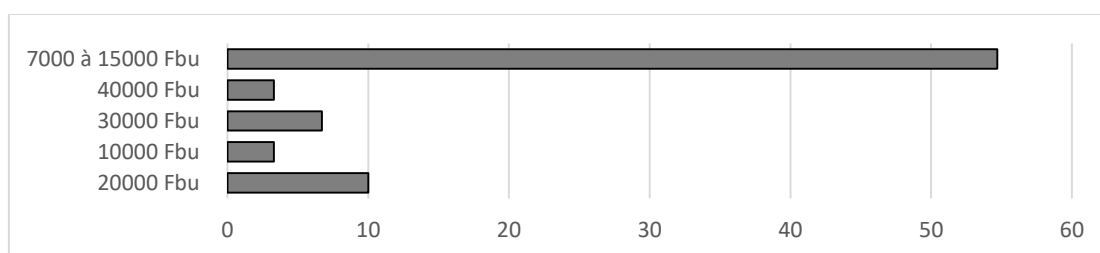


Source : Auteur, à partir des données collectées auprès des traducteurs indépendants

1.3. Facturation en Fbu par page

La tarification des services de traduction au Burundi a également été abordée. L'analyse des données met en évidence la facturation des services de traduction, où le prix par page varie de 7 000 Fbu (soit 2,5 \$) à 40 000 Fbu (soit 14,28 \$). Selon la figure ci-dessous, la majorité des traducteurs indépendants au Burundi, soit 10 % des répondants, facturent 20 000 FBu (soit 7,14 \$) par page, tandis que 6,7 % facturent 30 000 FBu (soit 10,71 \$) par page. Ainsi, nous pouvons conclure que le prix moyen par page est fixé à 20 000 FBu (soit 7,14 \$).

Figure 3 : Facturation en Fbu par page

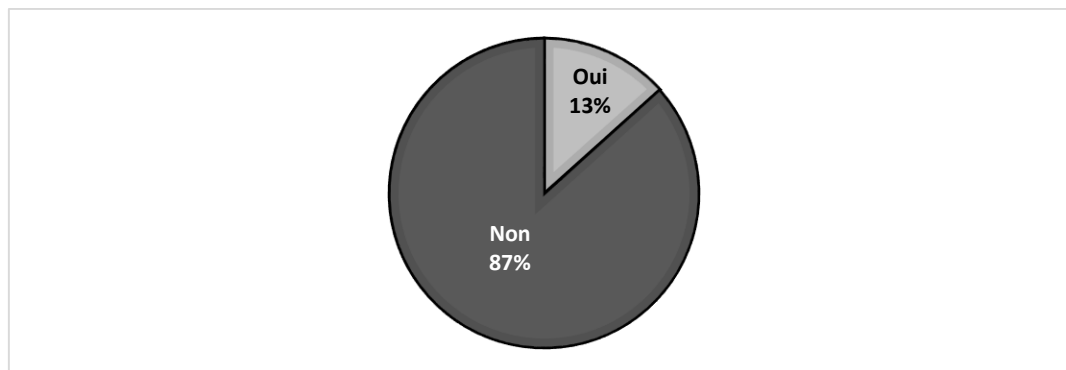


Source : Auteur, à partir des données collectées auprès des traducteurs indépendants

1.4. Existence d'un cadre réglementaire pour les services de traduction

L'analyse des données récoltées auprès des répondants révèle que 86,2 % des répondants affirment qu'il n'existe pas d'agence gouvernementale chargée de réglementer les services de traduction, tandis que 13,8 % des répondants signalent l'existence d'un cadre réglementaire. Par conséquent, nous pouvons conclure qu'il n'existe pas d'un cadre réglementaire pour les services de traduction au Burundi.

Figure 4 : Existence d'un cadre réglementaire pour les services de traduction

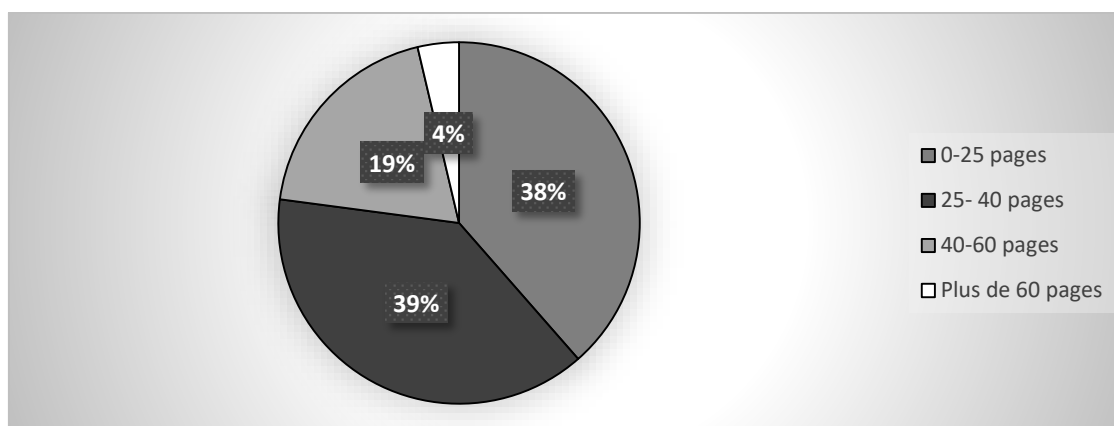


Source : Auteur, à partir des données collectées auprès des traducteurs indépendants

1.5. Volume de traduction mensuel

L'analyse des données met en évidence le volume de traduction estimé par mois. Selon les résultats, 34,5 % des répondants affirment traduire entre 25 et 40 pages par mois. Le même pourcentage de répondants déclare réaliser un volume de traduction mensuel de 0 à 25 pages, tandis que 17,2 % affirment traduire entre 40 et 60 pages par mois. Ainsi, il en ressort que les traducteurs indépendants au Burundi effectuent un volume de traduction mensuel variant de 0 à 40 pages.

Figure 5 : Volume de traduction mensuel



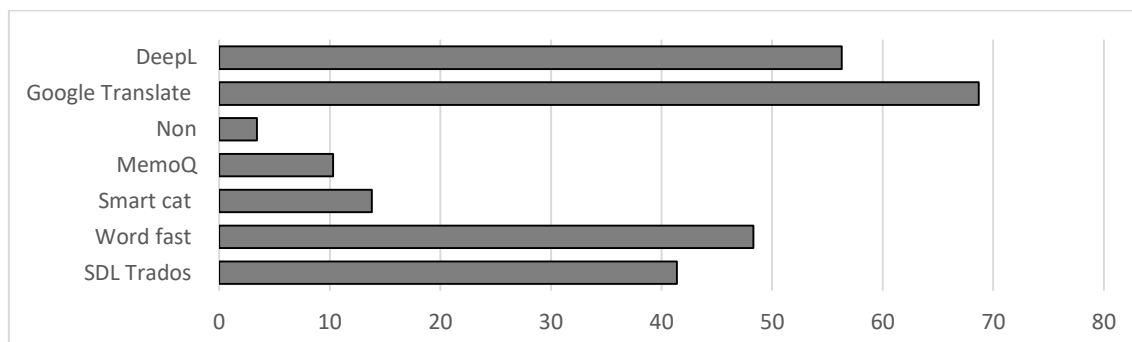
Source : Auteur, à partir des données collectées auprès des traducteurs indépendants

1.6. Utilisation des TAO

L'analyse des données récoltées, met en évidence l'utilisation des outils d'aide à la traduction sur le marché burundais. Les logiciels les plus utilisés, selon les répondants, sont répertoriés comme suit, avec leur fréquence en pourcentage : SDL Trados avec 41,4 % et Wordfast avec 48,3 %. D'autres logiciels tels que Smartcat sont utilisés par 13,8 % des

répondants, suivi de MemoQ avec 10,3 %, Google Translate avec 3,4 % et DeepL avec 3,4 %. Ainsi, nous pouvons conclure que les logiciels les plus couramment utilisés sur le marché de la traduction au Burundi sont Wordfast et SDL Trados.

Figure 6 : Utilisation des TAO



Source : Auteur, à partir des données collectées auprès des traducteurs indépendants

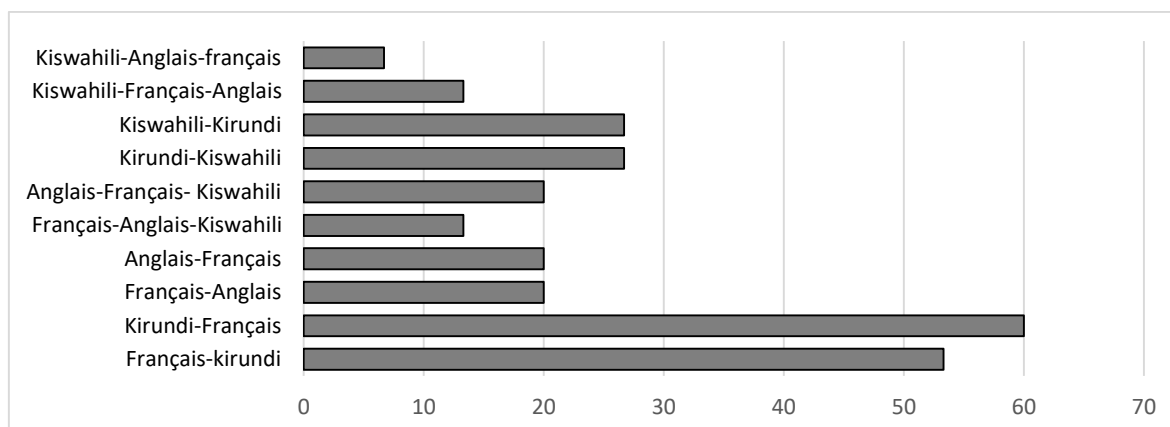
2. Données recueillies auprès de donneurs d'ouvrages

Dans cette section, nous procédons à l'analyse des données recueillies auprès des donneurs d'ouvrages. Le chercheur s'est ici penché sur les combinaisons linguistiques demandées, la tarification des services, l'utilisation des outils d'aide à la traduction (TAO), ainsi que sur l'existence d'un cadre légal, entre autres.

2.1. Combinaisons linguistiques sollicitées

Les donneurs d'ouvrages ont été invités à indiquer les combinaisons linguistiques qu'ils sollicitent le plus fréquemment sur le marché. L'analyse des données récoltées montre les combinaisons linguistiques demandées par les donneurs d'ouvrages ainsi que leur fréquence en pourcentage : français-kirundi à 53,3 %, kirundi-français à 60 %, français-anglais à 20 %, anglais-français à 20 %, français-anglais-kiswahili à 13,3 %, anglais-français-kiswahili à 20 %, kirundi-kiswahili à 26,7 %, kiswahili-kirundi à 26,7 %, kiswahili-français-anglais à 13,3 %, et kiswahili-anglais-français à 6,7 %. D'après les résultats, et en considérant la moyenne de 20 %, il apparaît que les combinaisons linguistiques les plus sollicitées par les donneurs d'ouvrages au Burundi sont principalement le français-kirundi et le kirundi-français, suivis du kirundi-kiswahili et du français-anglais.

Figure 7 : Combinaisons linguistiques sollicitées

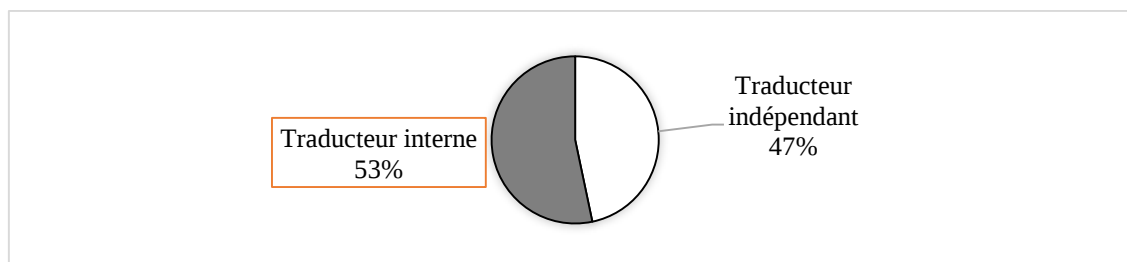


Source : Auteur, à partir des données collectées auprès des donneurs d'ouvrages

2.2. Catégorie de traducteurs préférés

Les donneurs d'ouvrages ont été priés de spécifier leur préférence quant à la collaboration avec des traducteurs indépendants ou des agences. L'analyse des données révèle que 53,3 % des donneurs d'ouvrages optent pour les services des agences, tandis que 46,7 % préfèrent travailler avec des traducteurs indépendants. Il en découle donc que la majorité des donneurs d'ouvrages au Burundi privilégient la collaboration avec les agences de traduction.

Figure 8 : Catégorie de traducteurs préférés

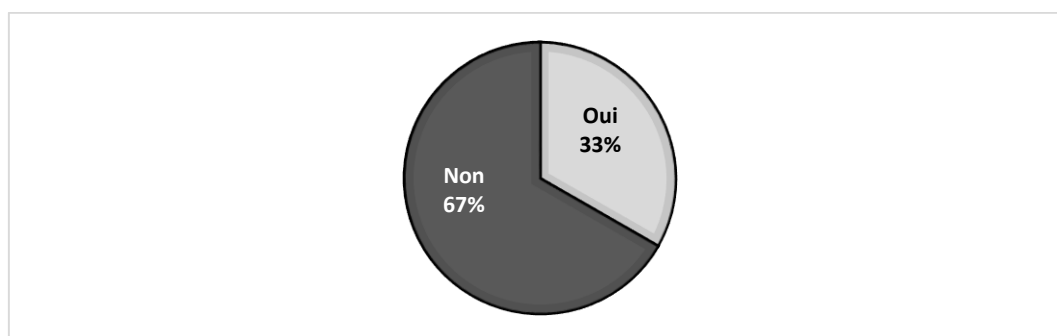


Source : Auteur, à partir des données collectées auprès des donneurs d'ouvrages

2.3. Demande régulière des services de traduction

Dans le cadre de la présente étude, les donneurs d'ouvrages ont été priés de déclarer s'ils font appel aux services de traduction de manière régulière. Les analyses révèlent que 66,7 % des donneurs d'ouvrages indiquent ne pas solliciter régulièrement les services de traduction. En revanche, 33,3 % de ces derniers affirment rechercher régulièrement ces services. Il en découle donc que les donneurs d'ouvrages au Burundi n'ont pas recours de manière régulière aux services de traduction.

Figure 9 : Demande régulière des services de traduction

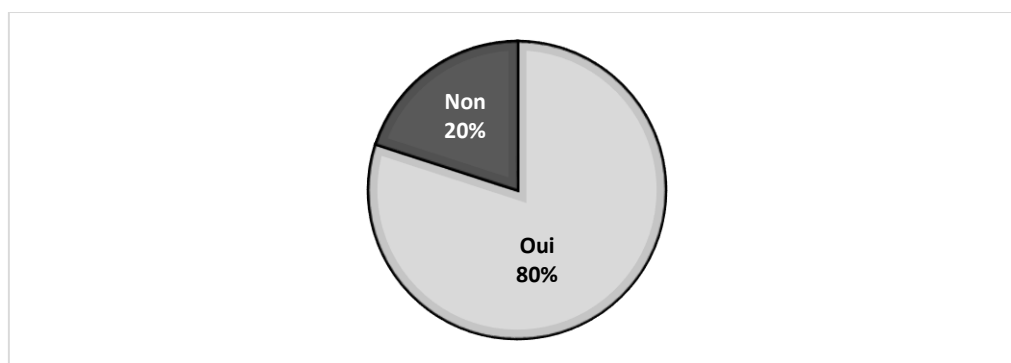


Source : Auteur, à partir des données collectées auprès des donneurs d'ouvrages

2.4. Existence de traducteurs professionnels

Les donneurs d'ouvrages ont été invités à indiquer s'ils parvenaient à trouver les traducteurs professionnels dont ils avaient besoin. Cette question a été posée dans le but de déterminer si le marché de la traduction au Burundi dispose de traducteurs professionnels. L'analyse des données révèle que 80 % des donneurs d'ouvrages réussissent à trouver des traducteurs professionnels, tandis que 20 % contestent cette affirmation. Sur la base de ces données, nous pouvons conclure que les donneurs d'ouvrages sont en mesure de trouver sur le marché les traducteurs professionnels requis.

Figure 10 : Existence de traducteurs professionnels

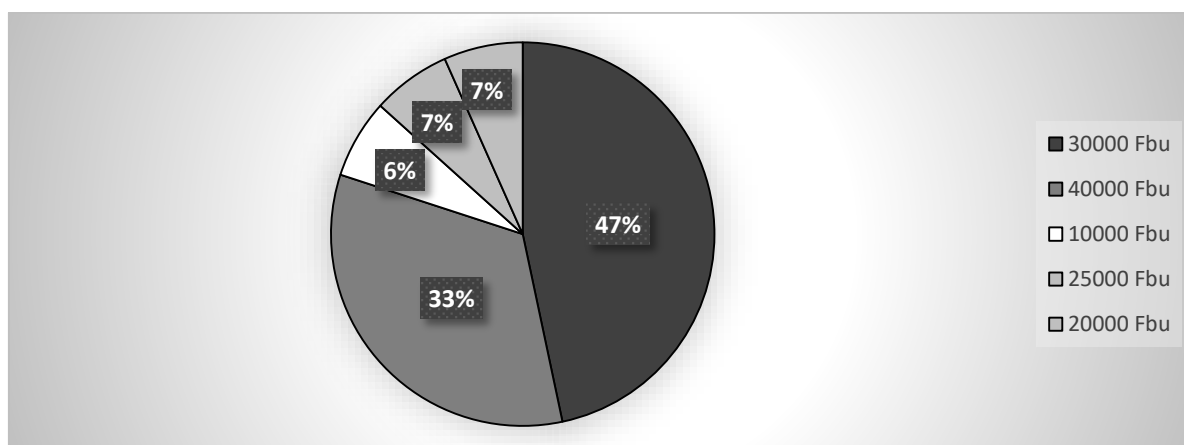


Source : Auteur, à partir des données collectées auprès des donneurs d'ouvrages

2.5. Tarification par page

En ce qui concerne la question de la rémunération des traducteurs par page, les répondants indiquent que les prix par page varient entre 10 000 FBU, soit 3,57 \$, et 40 000 FBU, soit 14,28 \$. Selon la figure, la répartition des valeurs de rémunération est la suivante : 10 000 FBU, soit 6,66 % ; 20 000 FBU, soit 6,66 % ; 25 000 FBU, soit 6,66 % ; 30 000 FBU, soit 46,66 % ; et enfin 40 000 FBU, soit 33,33 %. Il en ressort donc que la rémunération par page est fixée à 30 000 FBU, soit 10,71 \$.

Figure 11 : Tarification par page

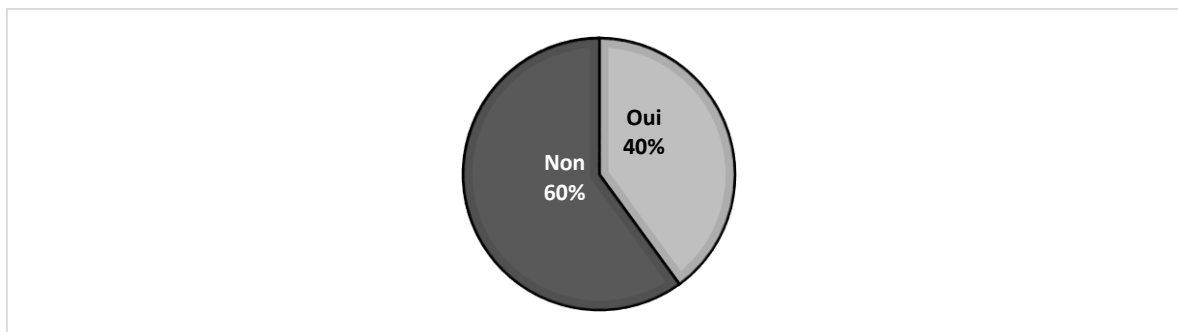


Source : Auteur, à partir des données collectées auprès des donneurs d'ouvrages

2.6. Facturation uniforme pour les traducteurs indépendants et les agences de traduction

En ce qui concerne la question de l'uniformité de la facturation sur le marché de la traduction au Burundi, 60 % des donneurs d'ouvrages affirment que les tarifs varient d'un traducteur à l'autre, tandis que 40 % déclarent que les prix restent constants pour tous les traducteurs indépendants et les agences. Sur la base de ces proportions, nous pouvons conclure que la facturation des services de traduction n'est pas uniforme sur le marché de la traduction au Burundi.

Figure 12 : Facturation uniforme pour les traducteurs indépendants et les agences de traduction

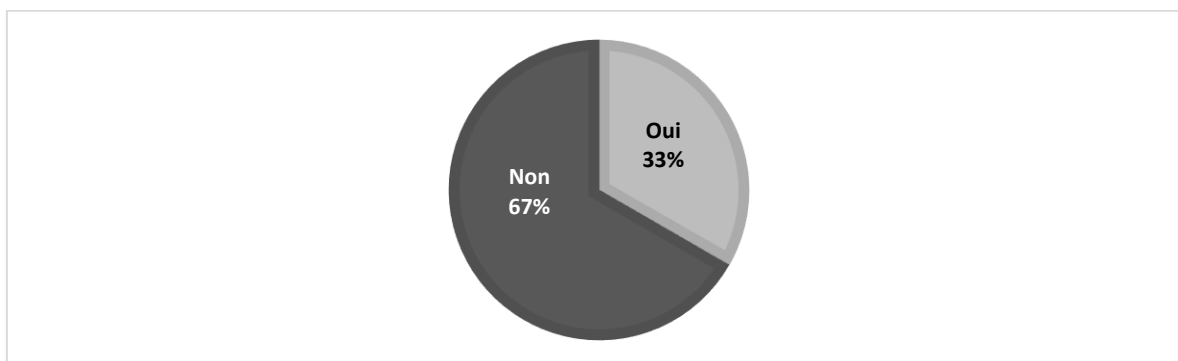


Source : Auteur, à partir des données collectées auprès des donneurs d'ouvrages

2.7. Existence d'un cadre réglementaire pour les services de traduction

Les donneurs d'ouvrages ont été invités à indiquer s'ils connaissent l'institution gouvernementale chargée de réglementer les services de traduction au Burundi. Les données révèlent que 66,6 % des répondants ne sont pas au courant de l'existence d'une agence burundaise réglementant le marché de la traduction. Les autres répondants, soit 33,3 %, affirment qu'il existe un cadre réglementaire pour la traduction dans le pays. Il en ressort donc qu'il n'existe pas de cadre réglementaire pour les services de traduction au Burundi.

Figure 13 : Existence d'un cadre réglementaire pour les services de traduction

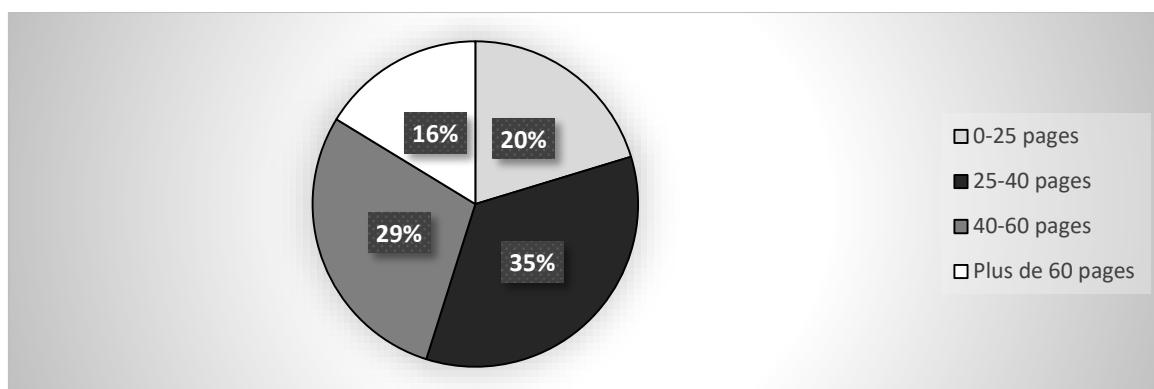


Source : Auteur, à partir des données collectées auprès des donneurs d'ouvrages

2.8. Volume de traduction mensuel

Les répondants ont été invités à s'exprimer en fonction de leur volume de traduction mensuel. La figure ci-dessus révèle que 33,3 % des répondants effectuent un volume de traduction compris entre 0 et 25 pages, le même pourcentage pour les volumes de 25 à 40 pages et de 40 à 60 pages. Sur la base de ces résultats, nous pouvons conclure que le volume de traduction mensuel demandé sur le marché est en général situé entre 0 et 60 pages.

Figure 14 : Volume de traduction mensuel

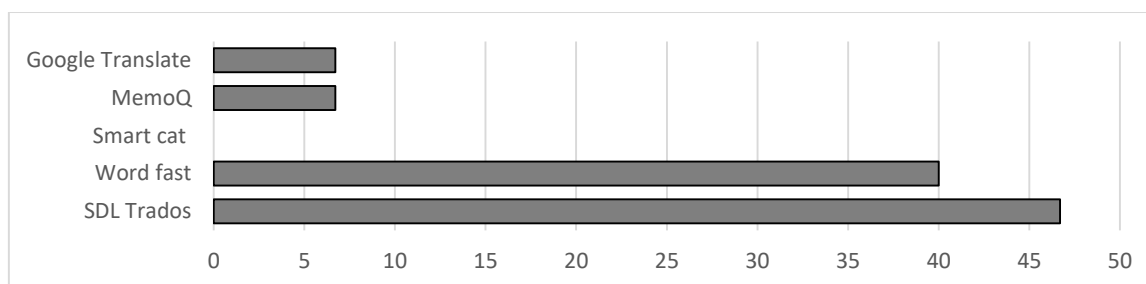


Source : Auteur, à partir des données collectées auprès des donneurs d'ouvrages

2.9. Usage des TAO exigées

La traduction implique l'utilisation d'outils informatiques. Dans cette optique, les répondants ont été invités à indiquer les outils d'aide à la traduction (TAO) qu'ils préfèrent chez les traducteurs ou les agences. L'analyse des données met en évidence les TAO recommandés et leur fréquence en pourcentage : Google Translate 6,7% ; MemoQ 6,7 % ; Smartcat 0 % ; Wordfast 40 % et SDL Trados 46,7 %. Il en découle donc que SDL Trados est principalement recommandé sur le marché.

Figure 15 : Usage des TAO exigées



Source : Auteur, à partir des données collectées auprès des donneurs d'ouvrages

Discussion

La présente étude a dressé un état des lieux du marché de la traduction au Burundi, en se basant sur les témoignages des traducteurs indépendants et des donneurs d'ouvrages, qui constituent des acteurs clés de ce secteur. Après avoir synthétisé les données quantitatives recueillies auprès des participants, les résultats ont mis en évidence l'absence de normes réglementaires dans ce domaine. En effet, malgré la politique linguistique du pays, qui stipule que la traduction doit être enseignée et joue un rôle essentiel dans la coexistence des trois langues officielles, ainsi que du kiswahili, langue véhiculaire de la Communauté Est-Africaine, l'implication du gouvernement dans la promotion des services de traduction demeure peu visible. Les résultats ont également montré que le marché est principalement dominé par des traducteurs naturels. Il en ressort que les combinaisons linguistiques prédominantes sur ce marché sont le français-kirundi et le kirundi-français. Les combinaisons linguistiques impliquant des langues européennes, telles que le français-anglais et l'anglais-français, sont moins sollicitées que les combinaisons kiswahili-kirundi et kirundi-kiswahili. Cette tendance

peut être attribuée au contexte linguistique du pays, où le kirundi est la langue la plus parlée, suivie du kiswahili. Malgré la prédominance des combinaisons linguistiques les plus recherchées, le volume mensuel de traduction est estimé à 40 pages pour les traducteurs indépendants. Cette situation s'explique par le fait que la clientèle est irrégulière. Néanmoins, il a été observé que les principaux clients sur le marché sont les ONG, les sociétés privées, les banques et les particuliers. En ce qui concerne l'organisation du marché, l'entrée dans ce domaine n'est pas réglementée ; les traducteurs ne sont pas tenus de prêter serment avant de se lancer dans leurs activités. Par conséquent, la tarification des services n'est pas uniforme ; le prix par page varie entre 20 000 FBU (soit 7,14 \$) et 30 000 FBU (soit 10,71 \$). Dans l'ensemble, il est manifeste que le marché de la traduction au Burundi souffre d'un manque d'organisation.

Conclusion

Cette étude a permis de dresser un portrait approfondi du marché de la traduction au Burundi, mettant en lumière les défis et les dynamiques qui le caractérisent. Bien que le pays bénéficie d'une politique linguistique favorable à la traduction, l'absence de normes réglementaires et l'implication limitée du gouvernement entravent le développement de ce secteur crucial.

Les résultats montrent que les traducteurs naturels dominent le marché, avec des combinaisons linguistiques principalement axées sur le français-kirundi et le kirundi-français. Cependant, le volume de traduction mensuel demeure faible, ce qui témoigne d'une clientèle irrégulière, principalement composée d'ONG, de sociétés privées, de banques et de particuliers.

L'absence de réglementation pour l'entrée dans le métier et la variabilité des tarifs soulignent un besoin urgent d'organisation et de structuration du marché de la traduction. Pour favoriser une meilleure reconnaissance et un développement durable des services de traduction au Burundi, il serait souhaitable de mettre en place une direction nationale de la traduction et de l'interprétation, rattachée au Ministère de la Communication, afin de superviser les services linguistiques dans le pays. Par ailleurs, il est suggéré à l'Université du Burundi de renforcer la formation en traduction et en interprétation par le biais de partenariats avec des universités africaines ou européennes spécialisées en traductologie. Cette démarche pourrait non seulement améliorer la qualité des services offerts, mais également renforcer la confiance des donneurs d'ouvrages et contribuer à la valorisation de la profession.

Remerciements

Nos remerciements sont adressés aux traducteurs indépendants et donneurs d'ouvrages qui ont participé à l'étude en répondant aux questionnaires qui leurs ont été administrés pendant la collecte de données.

Conflits d'intérêt : aucun à déclarer

Utilisation de l'Intelligence Artificielle : aucune

Références

- Adomako, A. (2021). An overview of the translation market in Ghana: opportunities and challenges. Mémoire de master inédit. *ASTI, PAUTRAIN, Université de Buea*.
- Afolabi, O. (2018). Analyse des besoins du marché de la traduction et de l'interprétation : vers l'optimisation de la formation des traducteurs et interprètes professionnels au Nigéria. Doctorat en linguistique - traductologie Philosophiæ doctor (Ph. D.) *Québec, Canada*.

- Bigirimana, J. B. (2009). Translation as a Dynamic Model in the Development of the Burundi Constitution (s). In *Translation issues in language and law* (pp. 193-212). Palgrave Macmillan, London.
- Bigirimana, C. (2020). The System of Communication within the EAC. *Popular Participation in the Integration of the East African Community: Eastafricanness and Eastafricanization*, 231
- Bizongwako, A. (2019). Evaluation du programme de formation d'interprètes de l'Université de Ngozi au Burundi. Mémoire de master inédit. ASTI, Université de Buea.
- Cazenave & Piarrot (2012). Le Kiswahili au Burundi : un front pionnier linguistique. *Université Toulouse 2 Le Mirail*.
- Gouadec, D. (2003). "Notes on Translator-Training". In *Innovation and E-Learning in Translator Training*. Tarragona: Universitat Rovira I Virgili. 11-19.
- Gouanvic, J.-M. (2010). Le marché de la traduction en France. *Erudit*. <https://erudit.org>
- Gumus, V. (2013). Training for the translation market in turkey: an analysis of curricula and stakeholders. Doctoral Thesis. *Universitat Rovira I Virgili*.
- Kothari, C.R. (2004). *Research Methodology, Methods and Techniques*. (2nd Ed.) New Delhi: New Age International (P) Ltd
- Ladmiral, J. (1979) : *Traduire - théorèmes pour la traduction*. Paris : Payot.
- Lagarde, L. (2009). *Le traducteur professionnel face aux textes techniques et à la recherche documentaire*. Linguistique. Université de la Sorbonne nouvelle – Paris III. France.
- Lederer, M. (2007). « Can Theory help Translator and Interpreter Trainers and Trainees? », *Interpreter and Translator Trainer*, vol. 1, n° 1, p. 15-35
- Loi n°1/ 010 du 18 mars 2005 Portant Promulgation de la Constitution de la République du Burundi. (2005). *Présidence de la République Du Burundi*.
- Masinda, C. (2014). *Introduction to Research Methodologies*. Department of History and Cultural Studies. The University of Dodoma.
- Massardo, I. (2017). *Translation and Technology: The Role of Machine Translation in the Translation Process*. In *Translation Studies and Technology* (pp. 45-67). Routledge.
- Mazunya, M. (2011). Les défis linguistiques au sein de l'East African Community : cas de l'identité francophone du Burundi. *Les Cahiers de l'orient* 2011/3 (No 103), Pages 141 à 146
- Mboji, M. (2016). Etude du marché de la traduction au Sénégal. *Archive ouverte HAL*. <https://hal.science>
- Modou, M. (2016). *Étude du marché de la traduction au Sénégal*. Mémoire de Master inédit. ASTI, Université de Buéa.
- Nkurunziza, F. (2021). The Status of the Translation Profession in Burundi. Mémoire de master inédit. ASTI, PAUTRAIN, Université de Buea.
- Nord, C. (2014). *Similarity and strangeness in the translation of New Testament and early Christian texts*. Amsterdam/New York : Rodopi.
- Ntiranyibagira, C. (2017). La politique Linguistique du Burundi : Evolution et Perspectives. *Revue Sénégalaise de Langues et de Littérature*, 10 (1), 69-80.
- Pabame, I. (2017). Le marché de la traduction au Tchad : état des lieux, défis et perspectives. Mémoire de master inédit. ASTI, Université de Buea.
- Pergnier, M. (2017). Fondements sociolinguistiques de la traduction. *Sociolinguistica*. <https://doi.org/10.1515/soci-2018-0024>.
- Rodriguez, Q. (2022). Vaincre Babel : Pourquoi la traduction est essentielle à la paix et au développement durables. *Chronique ONU* <https://www.un.org/fr/chronique-onu/vaincre-babel%C2%A0-pourquoi-la-traduction-est-essentielle-%C3%A0-la-paix-et-au->

d%C3%A9veloppement#:~:text=La%20traduction%20permet%20l'inclusion,un%20moyen%20d'%C3%AAtre%20entendue.

- Sapiro, G. (2009). L'Europe, centre du marché mondial de la traduction. *Dans L'espace intellectuel en Europe (2009)*, pages 249 à 297. <https://www.cairn.info/l-espace-intellectuel-en-europe--9782707157805-page-249.htm>
- Simons, F. (2018). *Ethnologue: languages of Africa and Europe*. Summer Institute of Linguistics, Academic Publications; 21st ed.
- TAUS (2017). Le marché de la traduction en 2022. Rapport sectoriel du sommet TAUS. Amsterdam. Consulté sur, https://mastertsmlille.files.Wordpress.com/2018/06/the-translation-industry-in-2022_fr.pdf le 14/16/2023.
- Vinay, J. -P., & Darbelnet (1977). *Stylistique comparée du Français et de l'anglais : méthode de traduction*. (2nd Eds). Paris: Didier.
- Whelan, J. et Msefer, K. (1996). *Economic Supply & Demand*. MIT System Dynamics in Education Project